



L'EUROPE S'OCCUPE DE VOUS*

* Salarié-es, retraité-es, que vous le vouliez ou non, les règles européennes impactent de plus en plus votre vie et votre travail. Les directions d'entreprises et les actionnaires l'ont compris : ils s'organisent à tous les niveaux.

Les syndicats aussi, et c'est pourquoi la CGT fait partie de la Confédération Européenne des Syndicats pour être plus forts encore. Ensemble, nous nous battons pour plus de protection sociale et environnementale, plus d'égalité, de partage et solidarité.

Ça n'est pas la vision du gouvernement Macron qui œuvre à protéger les seuls intérêts des plus riches.

C'est encore moins l'action du Rassemblement national et de l'extrême droite en Europe dont les votes au Parlement trahissent le vrai projet.

Le 9 juin, chaque voix compte.





DE LA RUE AUX URNES

Dans la suite de la mobilisation contre le report de l'âge de départ à la retraite et alors que le gouvernement Macron et le patronat ne cessent de s'en prendre à celles et ceux qui travaillent et créent les richesses et font tourner nos services publics, la CGT appelle tou·tes les salarié·es, privé·es d'emploi et retraité·es du pays à voter aux élections européennes du dimanche 9 juin 2024.

ATTENTION : il faut être inscrit·e sur les listes électorales avant le 1^{er} mai. Vérifiez votre situation sur service-public.fr



CHAQUE VOTE COMPTE DOUBLE

Chaque vote compte pour peser à la fois sur les politiques européennes et sur les politiques nationales qui affectent nos vies dans et en dehors du travail.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES SONT DÉCISIVES POUR L'AVENIR



EUROPE SOCIALE ET DES PEUPLES OU EUROPE DE LA FINANCE ? EUROPE DU TRAVAIL OU EUROPE DU CAPITAL ?

L'adoption d'un **salaire minimum** européen en 2022 est un outil de lutte contre le dumping social. Cela permettra pour un·e travailleur·se belge, espagnol·e ou irlandais·e une augmentation de 300 euros par mois. C'est un premier pas pour faire converger les salaires européens vers le haut et lutter ainsi contre le dumping social et les délocalisations.

D'autres mesures en faveur des travailleur·ses ont été votées et tout l'enjeu de ces élections est que les gouvernements nationaux traduisent correctement ces directives.

DE NOUVEAUX DROITS POUR LES SALARIÉ·ES PEUVENT ENCORE ÊTRE GAGNÉS :

- harmonisation des salaires et de la protection sociale par le haut ;
- réduction du temps de travail, encadrement du télétravail et du droit à la déconnexion ;
- interdiction des stages non rémunérés et amélioration des conditions de travail des stagiaires ;
- prévention des risques au travail (stress, harcèlement sexuel ou moral, burn-out, addictions) ;
- limitation de l'exposition à des températures excessives au travail ;
- renforcement des services d'Inspection du travail.



NI LES ACTIONNAIRES NI LES RÉACTIONNAIRES

LE GOUVERNEMENT BLOQUE LES AVANCÉES SOCIALES

Ces dernières années les mobilisations syndicales et citoyennes ont pesé en faveur des travailleur·ses et de la protection de l'environnement. Mais le gouvernement français a été **un des seuls gouvernements européens à s'opposer à toute avancée sociale**. Il refuse désormais toute nouvelle norme environnementale. Il a mis fin aux prix régulés de l'énergie, exposant les ménages et les entreprises à de fortes augmentations de tarifs. Il privatise le fret ferroviaire, ce qui va faire exploser le nombre de camions sur les routes. **L'Europe de Macron, c'est l'Europe des patrons.**

Voter, c'est signifier au gouvernement qu'il est aussi minoritaire et impopulaire en France qu'en Europe.

L'EXTRÊME DROITE : LA PIRE ENNEMIE DU MONDE DU TRAVAIL

Au Parlement européen, le RN a voté :

- ⊗ contre la mise en place de **salaires minimums** en Europe ;
- ⊗ contre les politiques d'**égalité** entre les femmes et les hommes ;
- ⊗ contre la revalorisation des personnels **soignants** ;
- ⊗ contre la responsabilisation des **multinationales** ;
- ⊗ contre la protection des **travailleur·ses** **ubérisé·es** ;
- ⊗ contre le renforcement du dialogue social et de la **démocratie**.

Pour voir le dossier complet des votes du RN en Europe : cgt.fr/votesRN

Au pouvoir, voilà ce que fait l'extrême droite en Europe

- **Italie** : le gouvernement Meloni facilite les embauches en CDD et supprime le revenu de citoyenneté institué en 2019 qui avait sorti un million de personnes de la pauvreté
- **Hongrie** : Orban impose une loi de dérégulation du temps de travail qui fait exploser le nombre d'heures et de jours travaillés
- **Allemagne** : l'AFD porte la « remigration » : un projet de déportation de 2 millions de personnes étrangères ou d'origine étrangère

L'extrême droite est contre la justice, la solidarité et la démocratie.

L'extrême droite est l'amie des patrons, petits ou grands.

L'extrême droite est l'ennemie des travailleuses et travailleurs.





SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ

Les politiques d'austérité étouffent l'Europe en imposant une gouvernance aveugle aux impératifs sociaux et environnementaux.

Envoyons au Parlement européen des député·es qui défendent les travailleuses et les travailleurs !

Avec la Confédération Européenne des Syndicats et l'appui des député·es européens progressistes, nous avons gagné des directives européennes pour mettre en place un salaire minimum au niveau européen, protéger les lanceur·ses d'alerte, responsabiliser les multinationales

vis-à-vis de leurs sous-traitants dans le monde entier, imposer la transparence des salaires entre les femmes et les hommes, ou encore protéger les travailleur·ses ubérisé·es.

La CGT a fait condamner la France pour non-respect du droit européen, ce qui va obliger le gouvernement à permettre aux salarié·es en **arrêt maladie** d'avoir aussi droit à des **congés payés**.

Ces exemples démontrent l'importance d'avoir au Parlement européen des député·es progressistes qui portent les revendications des salarié·es !



POUR UNE AUTRE EUROPE, LA CGT SE BAT POUR :

- **placer les droits sociaux et les services publics au cœur du projet européen** pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales ;
- **harmoniser par le haut** les normes environnementales et sociales et la fiscalité pour lutter contre le dumping au sein de l'Europe ;
- **mettre en place des droits de douanes, mettre fin aux traités de libre échange pour protéger notre industrie et taxer les pays qui ne respectent pas les droits sociaux et environnementaux ;**
- **renforcer les pouvoirs du Parlement et des syndicats** pour démocratiser la gouvernance de l'Union européenne ;
- **garantir la démocratie et les droits fondamentaux** comme le droit à l'avortement face à la progression de l'extrême droite ;
- **abandonner le Pacte de stabilité et de croissance**, et gagner des investissements d'avenir dans la santé, l'enseignement, la recherche et la transition environnementale notamment ;
- **réviser les traités** européens pour mettre fin au démantèlement de nos services publics et de nos infrastructures (ferroviaire, énergie, télécommunications...).



POUR VOUS SYNDIQUER, RDV SUR CGT.FR !